

Madagascar : Survol hebdomadaire de presse francophone du 3 au 9 mai 2010 – Semaine 18

Remarque : C'est nouveau .

Ce survol est le 1^{er} du blog JUSTICE ET DROITS DE L'HOMME A MADAGASCAR, <http://justmad.canalblog.com>

La crise politique

Echec de la rencontre de Pretoria entre les deux principaux protagonistes de la crise. Andry Rajoelina s'en tient aux grandes lignes d'un «*protocole d'accord*» suggéré par la France, Marc Ravalomanana soumet un projet de protocole d'accord amendé qui lui accorderait l'amnistie, lui garantirait le retour au pays et la participation aux futures présidentielles. Les deux autres anciens présidents continuent de vouloir faire référence aux Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. Le désaccord porte également sur la nature des élections à organiser en priorité (législatives ou présidentielles). Les délégations se sont quittées sur un engagement de poursuivre les rencontres sous quinzaine, à l'initiative de Joachim Chissano.

Dès son retour à Antananarivo, Andry Rajoelina fait savoir qu'il était opposé à un second round de négociations et qu'il entend accélérer son processus de transition vers le IV^{ème} République. Il annonce se donner 2 jours pour constituer un gouvernement d'union faisant une large place aux forces armées. Celles-ci lui avaient intimé l'ordre, mi-avril, de présenter avant la fin du mois un plan de sortie de crise crédible permettant l'obtention de la reconnaissance internationale et la reprise des aides des bailleurs de fonds traditionnels, notamment de l'Union européenne sur le point de confirmer la suspension de ses appuis budgétaires prévus dans le cadre du FED.

La diplomatie française, décriée par les opposants à la HAT pour son «*activisme*» et son lobbying lors des rencontres de Pretoria, continue officiellement de militer pour un hypothétique nouveau round de discussions.

Les forces armées accueillent avec circonspection le plan de sortie de crise présenté par Andry Rajoelina, reposant sur la constitution d'un gouvernement militaro-civil de «*salut public*» (le «*plan B*»). Elles auraient exigé de la HAT un certain nombre de garanties et posé des conditions. Les hauts gradés se montrent d'autant plus prudents qu'ils ont à gérer la rébellion larvée de jeunes sous-officiers remuants (notamment au sein de la FIGN), qui rejettent une compromission des forces armées avec le pouvoir de transition, se disant soucieux de préserver leur neutralité et de continuer à se porter garants de l'unité nationale. Des manifestations publiques d'indiscipline encouragées par les mouvances opposées à la poursuite de l'unilatéralisme du pouvoir de transition. Le malaise persistant au sein de la FIGN (dont l'origine remonte à l'affaire de corruption supposée des troupes par Marc Ravalomanana et de détournement de ces fonds par les hauts gradés) entretient des rumeurs de coup de force. Des sanctions sont annoncées.

Au terme d'une période confuse d'intenses tractations, les forces armées ont confirmé leur refus d'être associées en tant que telles au processus de transition, mais elles laissent toute liberté à leurs membres de répondre favorablement à des sollicitations individuelles. Ce retrait des forces armées s'accompagne d'un abandon de fait de l'ultimatum posé à la HAT mi-avril.

Après la décision de retrait des forces armées, Andry Rajoelina a entamé le 6 mai une large consultation des forces politiques qui ont manifesté leur volonté de participer au processus transitoire. Des personnalités de la mouvance Ravalomanana ont pris part à titre personnel à ces rencontres, pour proposer la réhabilitation de l'Assemblée Nationale et du Sénat, suspendus le 19 mars 2009. Ces assemblées, dont la composition devrait être élargies dans un souci d'inclusivité, pourraient se voir confiée la gestion de la transition. L'initiative a été sanctionnée par une exclusion du parti.

Ces consultations, outre la constitution d'un nouveau gouvernement, ont pour objet de préparer un «*nième*» «*Dialogue politique*» à tenir avant la fin du mois et devant déboucher sur **un projet de Constitution à soumettre à référendum le 12 août**, selon le nouveau calendrier électoral défini par la HAT. Le référendum constitutionnel se placerait donc désormais avant les législatives. Un comité d'experts (à désigner) ne disposerait que de quelques jours pour boucler la rédaction du texte. Cette précipitation est analysée comme le moyen de contrecarrer le projet de nouveau rendez-vous des chefs de file.

Droits humains, gouvernance

Le ministre de la Sécurité intérieure réfute la rumeur selon laquelle les forces de l'ordre commettent des exécutions sommaires. Ces dénégations font référence à de graves « bavures » qui ont fait récemment la une des quotidiens.

Des enseignants-chercheurs condamnant l'usage de la force contre les étudiants de l'université d'Antsiranana. La manifestation des étudiants qui exigeaient le paiement de leurs bourses a fait un mort et plusieurs blessés graves. Les autorités sont accusées d'avoir fait preuve de manque de sang-froid et de discernement en tirant à balles réelles, sans sommations. Les familles de victimes se mobilisent pour réclamer justice.

Fusillade du 7 février 2009. Le dossier devant la Chambre d'accusation. 19 personnes sont mises en examen. 16 seraient membres des forces de l'ordre, 2 des civils et le dernier un policier. Un mandat d'arrêt international a été publié pour 6 inculpés. Andry Rajoelina s'est engagé auprès de l'association des victimes de faire toute la lumière sur cette affaire et d'accélérer la procédure.

Travail au Liban. La presse continue de faire état, jour après jour, et ce depuis plusieurs mois, des conditions dramatiques de travail qui sont celles des domestiques expatriées. Des corps sans vie sont rapatriés au pays, des employées parviennent à rentrer au pays dans un état physique et psychologique préoccupant.

Liberté de la presse. Selon le rapport annuel de RSF, Madagascar a reculé de 40 places en 2009, passant du 134^{ème} au 175^{ème} rang. La presse malgache est victime de la crise mais ses manquements à la déontologie sont aussi en cause.

Le caractère éphémère de la transition favorise l'enrichissement rapide et la « non-redevabilité ». La presse (y compris de tendance pro-HAT) continue de suspecter les hommes forts du régime et leurs affidés de profiter de la situation pour s'enrichir et se livrer à divers trafics. L'obligation de déclaration de patrimoine au Bianco, exigée depuis 2004, est plus que jamais restée lettre morte.

Actualité économique et sociale

Gestion forestière. La corruption facilite les trafics. Une formation, organisée par l'Office National de l'Intégrité, a permis de cerner l'impact de la corruption sur la gouvernance forestière. Deux institutions gouvernementales ont été pointées du doigt, comme à l'accoutumé : la justice et la gendarmerie.

Le stock résiduel de bois de rose, l'or rouge de Madagascar, valorisé à 320 millions de dollars, pour 24.000 m³, et ce, suite aux différents pillages et trafics qui se sont amplifiés à la faveur de la crise politique. Fait exceptionnel, un journal français de large diffusion, le JDD, publie un article sur le trafic de bois de rose. Un groupe qui œuvre pour la protection de l'environnement révèle qu'un trafiquant de la région nord-est de Madagascar a amassé 15 millions de dollars. L'association doit faire face à des adversaires surpuissants et multiformes, alliant des « barons du bois » sans scrupules, leurs collecteurs, des agents de l'Etat corrompus et la mafia de Hong Kong.

Prospection pétrolière. 16 compagnies qui effectuent des travaux de prospections dans le cadre de 24 contrats ont participé à un séminaire organisé par l'Office des mines nationales et de l'industrie stratégique (Omnis). Une première à Madagascar. Le lancement de nouveaux appels d'offres est en vue, pour l'octroi de nouveaux blocs pétroliers. 400.000km² du territoire national seraient exploitables. Deux projets sont arrivés au stade le plus avancé : celui de Total à Bemolanga et de Sunpec à Sakaraha [*Rappel : Sunpec est la compagnie chinoise dont le père d'Andry Rajoelina a été nommé conseiller*]. Le ministre des Mines et Hydrocarbures annonce un réexamen des contrats déjà signés et une réactualisation du code minier. Le parti Vert réclame la transparence dans la gestion des exploitations pétrolières. Les Amis de la Terre Europe dénoncent l'exploitation croissante des sables bitumineux. Le projet de Total à Bemolanga est concerné par cette mise en garde.
